



ELO

European Landowners' Organization



Manifeste des élections européennes 2024

La gestion des terres européennes pour demain



"Nous vivons à une époque difficile, où un leadership intelligent est plus que nécessaire. 2024 est une année cruciale pour l'Europe, qui doit élire ses futurs dirigeants, dont les décisions auront un impact considérable sur notre qualité de vie. Il a été prouvé que l'engagement politique envers les droits de propriété a un impact positif et direct sur la croissance économique. Celle-ci, à son tour, constitue le fondement de la volonté de résoudre les problèmes environnementaux. En tant que représentant des entrepreneurs ruraux en Europe, l'Organisation européenne des propriétaires terriens joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques liées au développement économique, social et écologique" - Jurgen Tack, secrétaire général de ELO

L'Organisation européenne des propriétaires terriens (ELO) est une fédération unique d'associations européennes qui se consacre à la défense des intérêts des propriétaires terriens, des gestionnaires de terres et des entrepreneurs ruraux.

Située à Bruxelles, ELO est une organisation non gouvernementale indépendante qui soutient ses membres dans toute une série de politiques liées à la ruralité. Celles-ci comprennent la gestion des terres, l'agriculture, la sylviculture, l'environnement, la conservation des terres, l'accès aux terres et les droits de propriété.

Ce manifeste présente nos priorités en vue des élections européennes, en invitant les responsables politiques à reconnaître le rôle central des propriétaires terriens dans la définition d'un avenir prometteur et harmonieux pour l'Europe.

1 **Relançant le programme de l'UE sur la croissance écologique et la décarbonisation**

ELO adhère à l'objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Le meilleur moyen de décarboniser l'économie est de se focaliser sur le remplacement des combustibles fossiles et des matériaux à forte teneur en carbone. Cela implique de privilégier les produits renouvelables et les procédés circulaires, afin de promouvoir une bioéconomie durable. Cela signifie également qu'il faut tenir compte des pressions exercées sur les territoires et mettre en place des politiques qui favorisent la multifonctionnalité. Cela peut conduire à une UE plus efficace, plus effective et plus durable.

2 **Soutenant une approche territoriale proactive en faveur de l'adaptation au changement climatique**

L'agriculture et la sylviculture font partie des secteurs les plus affectés par le climat et, par conséquent, vulnérables au changement climatique. Une action isolée n'est pas suffisante pour relever les défis que le changement climatique présente et présentera, tels que les événements climatiques extrêmes, les incendies de forêt, les ravageurs et les épidémies, les inondations et la pénurie d'eau, les fluctuations de productivité et les modifications des écosystèmes. Il est nécessaire de prendre des mesures préventives et flexibles qui peuvent aller à l'encontre des hypothèses préconçues, notamment sur l'invasion des espèces exotiques.

3 **Promouvoir un système de récompense s'appuyant sur le marché pour la suppression des émissions de carbone**

Les secteurs liés à l'utilisation des terres sont indispensables à la réalisation de l'objectif de 310 millions de réduction de CO₂ d'ici 2030. Cet objectif doit être accompagné de signaux de marché appropriés. ELO s'engage à soutenir les méthodes minimisant la charge administrative pour les exploitants de terres, reconnaissant les pionniers, calculant avec précision les niveaux de référence et prenant en compte la continuité d'une manière réaliste. Ces méthodes devraient également tenir compte des activités et des conditions environnementales spécifiques de chaque région. Plus tôt le cadre permettra de renforcer le marché du carbone, plus tôt les objectifs pourront être atteints.

1

2

3



1

Garantissant la sécurité alimentaire

Étant confrontés à une forte pression de la part des fournisseurs d'intrants et des acheteurs de produits agricoles, les agriculteurs et les gestionnaires des territoires de l'UE doivent faire face à des difficultés croissantes en raison du changement climatique et des incertitudes géopolitiques. Ces circonstances conduisent à des investissements sous-optimaux, qu'il convient de traiter de manière stratégique. Des améliorations dans la production alimentaire durable sont également nécessaires pour conserver notre position de leader dans le commerce agroalimentaire. Ce rôle est essentiel non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi comme condition préalable au maintien de notre position d'influence afin de promouvoir un plan d'action en faveur du développement durable.

2

Reconnaissant le potentiel du secteur terrestre pour mettre fin à la dépendance énergétique de l'UE

Dans un contexte d'incertitude et d'instabilité énergétiques, l'UE doit soutenir le développement de ses propres ressources énergétiques pour la consommation locale. Les secteurs terrestres ont la capacité de fournir ce type d'énergie, notamment de la bioénergie, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, et donc de contribuer à l'indépendance énergétique de l'UE. La multifonctionnalité des zones agricoles présente un grand potentiel, permettant à la production alimentaire, la nature et la production d'énergie de coexister.

3

Valorisant le caractère multifonctionnel du secteur forestier

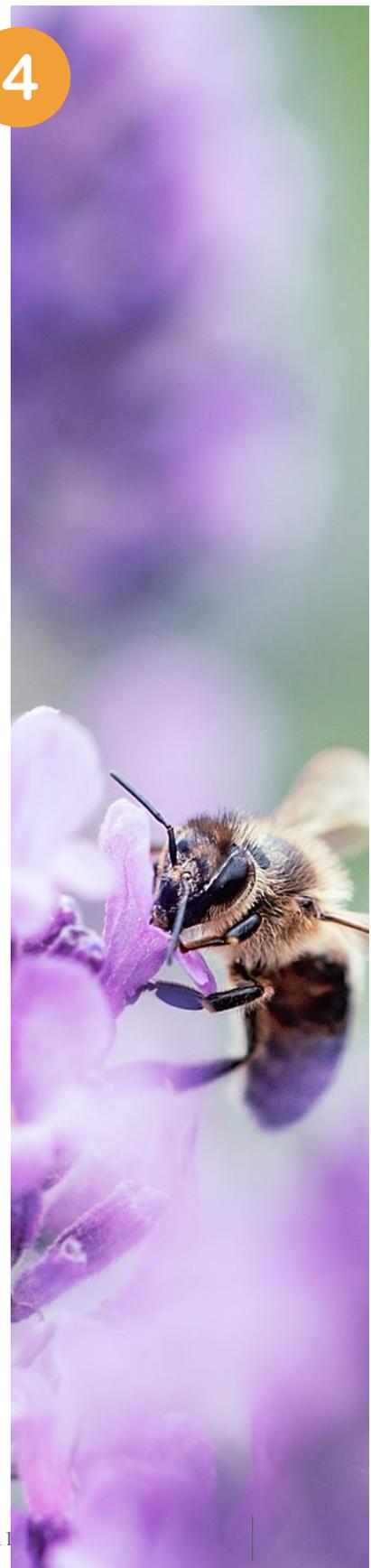
Les forêts européennes sont gérées de manière à assurer des fonctions multiples et interdépendantes. La gestion durable des forêts est un concept complexe qui a pour but de trouver un équilibre entre les différentes fonctions de la forêt, y compris la production et le soutien de différents services écosystémiques. La diversité des forêts de l'UE nécessite de recourir aux structures nationales et à l'expertise des propriétaires forestiers. Ceux-ci devraient être soutenus dans leurs efforts pour minimiser les impacts négatifs du changement climatique sur les écosystèmes forestiers, dont la capacité d'adaptation est plus lente, garantissant ainsi la résilience du secteur.

Restant à la pointe de la technologie et de l'innovation dans le secteur agricole

Notre vision est de faire progresser les techniques agricoles durables, en garantissant pour le futur un secteur résilient et compétitif. ELO encourage les dirigeants de l'UE à privilégier une mise en œuvre rapide du règlement sur les nouvelles techniques d'ingénierie génétique. Nous prônons des alternatives plus sûres et durables sur le plan environnemental pour soutenir des cultures résistantes aux maladies et au changement climatique. Soulignant l'importance de la recherche et de son autorisation, nous appelons à des efforts concertés pour mettre ces produits à la disposition des agriculteurs dès que possible.

Les agents de lutte biologique (tels que les prédateurs, les parasitoïdes, les micro-organismes et les peptides) sont généralement considérés comme moins toxiques et plus durables que les pesticides, et ils répondent à la volonté de la société d'avoir des solutions naturelles. L'adoption de la lutte biologique dans l'UE a été laborieuse, et plusieurs défis doivent être relevés, tels que les obstacles réglementaires ou les lacunes en matière de savoir. Les dirigeants politiques doivent relever ces défis et soutenir l'adoption d'une innovation accrue en matière de solutions naturelles pour la protection des cultures, en adaptant le cadre réglementaire et politique actuel.

4





1

Gérant les écosystèmes européens dans une perspective d'avenir

Le changement climatique a un impact sur les écosystèmes européens et leur biodiversité que nous ne connaissons pas encore parfaitement. Cependant, il est évident que des décisions importantes doivent être prises dès à présent. Devant les multiples crises, il est tentant de privilégier les résultats à court terme au détriment des solutions durables. Une approche à long terme est cependant d'une importance cruciale pour faire face aux changements extrêmes de plus en plus réguliers auxquels nous serons confrontés. Nous devons aller au-delà de la protection et de la restauration. Nous devrions plutôt fournir des outils adéquats et des moyens supplémentaires aux gestionnaires des terres qui peuvent aider les écosystèmes à prospérer et à fournir les services dont la société a besoin.

Reconnaissant que de multiples systèmes agricoles, forestiers et paysagers doivent coexister.

2

ELO souligne le besoin impératif de reconnaître que la durabilité surpasse toute méthode de production distincte. Les gestionnaires des terres européens sont confrontés à une multitude de défis, parmi lesquels le changement climatique occupe une place prépondérante. Notre secteur agricole doit également répondre aux pressions politiques et sociétales visant à réduire l'utilisation d'engrais minéraux et de pesticides, à diminuer les émissions d'azote, à fournir des services écosystémiques, à restaurer les habitats naturels et à garantir une production abordable de cultures alimentaires et de matières premières. Ce contexte aux multiples facettes nécessite une approche holistique, qui permette de relever tous ces défis de manière simultanée.

Mettant l'accent sur les mesures d'incitation à la restauration de la nature et sur d'autres mesures de protection de la biodiversité

La stratégie actuelle de protection de la nature et de lutte contre la perte de biodiversité repose principalement sur des restrictions et pas suffisamment sur des incitations. Nous devons passer d'une stratégie prescriptive à un système qui met en œuvre une variété de solutions simples. Les connaissances scientifiques et pratiques devraient permettre de changer réellement les choses sur le terrain. Nous sommes préoccupés par les pressions croissantes exercées sur les terres, en particulier par le fait que de plus en plus de terres sont supposées être consacrées à la nature, sans tenir compte des répercussions. La loi sur la restauration de la nature en particulier, mais aussi le réseau accru de zones protégées et strictement protégées, doivent être examinés en tenant compte de leurs répercussions diverses. Poursuivre la protection de l'environnement sans tenir compte de la viabilité économique et de l'équité sociale conduira à des résultats insatisfaisants.

Encourageant la conservation privée

Les exploitants et propriétaires terriens privés doivent être au centre des décisions politiques et des actions qui en découlent pour la protection de l'environnement. En effet, lorsque les propriétaires terriens fournissent des biens publics, ils le font en s'appuyant sur des connaissances spécialisées, des méthodes efficaces et au moindre coût. En leur offrant un soutien et des incitations, telles que des allègements fiscaux ou des servitudes de conservation, nous les encourageons à contribuer volontairement aux objectifs de conservation. Les propriétaires terriens privés devraient bénéficier d'une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des réglementations de l'UE afin de garantir la réalisation des objectifs de protection de l'environnement et de développement durable sur leurs terres. À cette fin, ils devraient disposer d'un éventail de mécanismes de soutien existants, y compris des ressources financières et des formations.

3

4





5

Encourageant les initiatives relatives à la santé des sols

La santé des sols est indispensable pour assurer notre capacité à produire des denrées alimentaires et à maintenir des écosystèmes stables. ELO suit de près la proposition de loi sur la surveillance des sols (Soil Monitoring Law) et souligne l'attention portée à tous les types de sols ainsi que l'importance d'améliorer les informations les concernant. La recherche est essentielle pour développer des outils et des mécanismes de résilience bien définis et efficaces afin de soutenir les gestionnaires des terres. Nous préconisons une approche progressive, utilisant la révision de la directive après l'évaluation initiale de la santé des sols pour développer de meilleures propositions de résilience, en collaboration avec ceux qui doivent les appliquer.

6

Gestion de l'eau

Les problématiques liées à la disponibilité de l'eau ne sont pas traitées de manière adéquate, en particulier à une époque où les inondations et les sécheresses sont monnaie courante. Le changement climatique accentue les défis de la gestion des ressources en eau, notamment en rendant plus difficile la prévision de la fréquence et de l'ampleur des inondations et des sécheresses. Cela pose des difficultés à tous les secteurs, les impacts agricoles et écologiques pouvant être négligés lorsque ces problèmes sont plus sévères. Des efforts supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne l'utilisation optimale de l'eau et la disponibilité des réservoirs, mais aussi en ce qui concerne le traitement des eaux usées. ELO encourage une stratégie qui promeut une politique de résilience de l'eau qui implique les exploitants terriens et tient compte de leurs préoccupations.

ELO invite l'UE à agir pour la prospérité des commerces



1

Favorisant une PAC solide qui reste le meilleur outil pour les gestionnaires de terrains

La PAC est vitale pour la garantie d'un secteur agricole compétitif, contribuant à la gestion durable des forêts et au soutien des zones rurales. Ce n'est pas une tâche facile face aux pressions budgétaires et à des circonstances de plus en plus difficiles. L'agriculture est le principal secteur sous la responsabilité de l'UE, et les responsables politiques doivent prendre leur responsabilité au sérieux. Alors que la nouvelle réforme est toujours en phase initiale de mise en œuvre, il est important de suivre son développement et la réalisation de ses nombreux objectifs stratégiques, tout en laissant la place aux ajustements et à l'innovation.

2

Considérant les spécificités et les besoins des entreprises rurales

Il existe de nombreux types d'entreprises rurales à structures diverses. Les conditions indispensables à leur croissance sont la garantie des droits de propriété privée et la gestion intergénérationnelle. Les différentes échelles, structures juridiques et méthodes de gestion de ces entreprises doivent être dûment prises en compte au niveau européen. Les exploitations agricoles, les forêts et les entreprises rurales durables doivent être au centre de l'économie rurale européenne, quelles que soient la structure, l'échelle ou la spécialité de l'entreprise.

3

Assurant un avenir à nos zones rurales

Les zones rurales sont souvent soumises à des pressions supplémentaires, en raison des économies d'échelle, des besoins en infrastructures et des contraintes climatiques qui pèsent sur les secteurs terrestres. Le risque de désertification est particulièrement élevé dans certaines zones rurales. La mosaïque et les structures paysagères diversifiées, autrefois typiques, ont été remplacées par des zones de forêts et d'arbustes non gérées, sujettes aux incendies et à la désertification conséquente. Ce cas extrême démontre l'importance du maintien de la dynamique dans les zones rurales.

Sécurisant les plateformes de dialogue

Tout en abordant les défis urgents de notre société, il est essentiel que les responsables politiques s'engagent avec ceux qu'ils réglementent lorsqu'ils définissent les problématiques et soumettent des propositions de législation. Des politiques précipitées augmentent le risque de revers et la perte de confiance, qu'il est difficile de regagner.

ELO approuve les efforts visant à renforcer le dialogue et la reconnaissance des propriétaires terriens et des gestionnaires de terres en tant que partenaires stratégiques de l'agenda de la croissance verte.

Sans perdre de vue les objectifs à long terme, il est impératif de gérer et de résoudre efficacement les problèmes quotidiens au fur et à mesure qu'ils apparaissent. Les conflits entre les grands carnivores et les Hommes sont de plus en plus nombreux et il convient d'encourager la discussion. ELO s'engage, en tant que co-président de la plateforme européenne pour la coexistence, à promouvoir le dialogue et à faire entendre la voix de la communauté rurale.

Dans cette optique, il est important que l'Intergroupe "Biodiversité, Chasse, Ruralité" du Parlement européen soit renouvelé pour la législature 2024-2029, car il constitue un véhicule essentiel du dialogue entre le Parlement européen et les parties prenantes rurales.

Plus d'informations sur l'Intergroupe du Parlement européen "Biodiversité, Chasse, Ruralité" ("*Biodiversity, Hunting, Countryside*") et sur la Plateforme Grands Carnivores (*Large Carnivores Platform*) sont disponibles sur le site de ELO



ELO invite l'UE à encourager une digitalisation en :

1

Utilisant la technologie pour stimuler l'innovation

De meilleures données et connaissances sont cruciales. L'application des technologies numériques au moyen de machines, d'outils de surveillance, d'analyses de terrain et d'autres outils, est très prometteuse en termes de réduction de l'utilisation des ressources, d'augmentation de la rentabilité des exploitations agricoles et de progrès sur le plan de l'environnement.

Les satellites et l'intelligence artificielle sont en train de transformer notre façon de concevoir les problématiques et leurs solutions. Toutefois, la réglementation risque d'être constamment en décalage par rapport à cette évolution. Il est donc essentiel d'impliquer les différentes parties prenantes lors de la conception de nouveaux outils, en particulier ceux qui sont imposés par les législateurs. Il est important de faire évoluer l'état d'esprit actuel en passant d'un contrôle centralisé des politiques à des outils spécifiques d'aide à la gestion.

2

Garantissant la confidentialité des données des entreprises rurales

ELO demeure préoccupé par la protection de la vie privée et des données. Bien que nous soyons favorables au développement et à l'utilisation d'outils de numérisation, en particulier avec le recours accru aux satellites, il est important que les données partagées soient limitées à un format agrégé et que le processus de collecte, de stockage et de traitement soit transparent et comprend des mécanismes de rectification.

Les données recueillies dans le cadre de l'agriculture numérique appartiennent à l'agriculteur et font partie de sa propriété. Toute distribution de ces données ou utilisation par des tiers doit être clairement convenue par contrat avant que le partage des données ne soit autorisé. L'utilisation d'outils numériques dans le cadre des contrôles agricoles de la PAC est encouragée, mais doit être soumise aux mêmes normes de confidentialité. Au fur et à mesure que les outils progressent, il convient d'accorder une plus grande attention à leurs éventuels inconvénients.



European Landowners' Organization

Manifeste des élections européennes 2024

ELO est une fédération unique d'associations européennes dédiée à la défense des intérêts des propriétaires et des gestionnaires de terres, ainsi que des entrepreneurs ruraux.

Pour plus d'informations sur le Manifeste 2024 veuillez contacter :

Delphine Dupeux, Directrice Chargée des Affaires européennes-
Relations Parlementaires

Ana Rocha, Directrice des politiques agricoles et forestières de
l'UE

European Landowners' Organization - ELO
Rue de Trèves 67,
B - 1040 Brussels
T: + 32 (0) 2 234 30 00

www.elo.org

-  /europeanlandowners
-  /EULandownersOrg
-  /european-landowners'-organization
-  /europeanlandowners